

Depuis quelques jours, Rafał Trzaskowski, nouveau candidat de la Coalition civique pour l'élection présidentielle en Pologne, sillonne le pays, en initiant le dialogue avec les citoyens et les pouvoirs locaux pour parler des « vrais problèmes des vraies gens ».

« Je me présente devant vous en tant que candidat à la présidence de la République de Pologne, assumant l'énorme responsabilité de lutter pour une Pologne démocratique, un pays fort, une démocratie. (...) Nous allons tous aux élections ! ». Lors de [sa première conférence de presse](#) dans son nouveau rôle de principal opposant au Droit et Justice (PiS), Rafał Trzaskowski s'est montré offensif. *« Grâce à l'opposition, grâce au Sénat, grâce à la fermeté des gouvernements locaux et de Małgorzata Kidawa-Błońska, nous nous dirigeons vers des élections qui seront sûres, universelles et secrètes. C'est notre victoire à tous. Ce ne sera pas facile, ils vont nous mettre des bâtons dans les roues, mais plus ils vont nous attaquer, plus nous serons fort. Je vous le dis : nous gagnerons cette élection. Il y a plus de gens de bonne volonté »*, a lancé l'actuel maire de Varsovie. Après le retrait de Małgorzata Kidawa-Błońska, plombée par une popularité en chute libre, c'est donc sur ses épaules que repose désormais l'espoir de faire déjouer le PiS dans cette élection majeure.

De Bruxelles à Varsovie

La carrière politique de Rafał Trzaskowski, 48 ans, n'a beau avoir commencé qu'il y a onze ans, son parcours est impressionnant. Il s'est fait connaître en 2009 en décrochant un mandat de député européen, alors qu'il était seulement en quatrième position sur la liste de la Plateforme civique (PO) à Varsovie. Il avait alors été soutenu par des nombreuses personnalités du milieu artistique, dont les célèbres jazzmen Zbigniew Namysłowski et Tomasz Stańko, pour ne citer qu'eux. Sa campagne, très innovante pour l'époque, se concentrait sur les réseaux sociaux. C'est par ce biais que sa carrière politique a vraiment décollé, après une première expérience politique comme conseiller de Jacek Saryusz-Wolski, le premier polonais à avoir occupé les postes de président de la commission des affaires étrangères (2007-2009) puis de vice-président du Parlement européen (2004-2007).

En 2013, Trzaskowski quitte le Parlement européen, pour intégrer le gouvernement remanié de Donald Tusk, l'étoile du centre libéral qui deviendrait la bête noire de la droite conservatrice et nationaliste. Au poste de ministre de l'Administration et du Numérique, il s'implique dans les questions de protection des données personnelles sur Internet, la cybersécurité et l'accessibilité à des contenus dématérialisés pour les personnes handicapées. En 2014, quand Donald Tusk quitte le bain de la politique polonaise pour prendre la présidence du Conseil européen, sa successeuse Ewa Kopacz lui confie un poste de secrétaire d'État aux Affaires européennes. Le politicien devient donc responsable des contacts du gouvernement avec Bruxelles. Il mène des négociations importantes, comme celles concernant les sanctions de l'Union européenne contre la Russie ou la sécurité énergétique.

Un an plus tard, en 2015, il devient le premier candidat à la Diète de la liste de PO de Cracovie, et il restera député trois ans, avant de s'asseoir dans le fauteuil du maire de Varsovie au mois de novembre 2018, décrochant la majorité dès le premier tour avec 56,6 % des voix.



Rafał Trzaskowski lors de la signature du « Pacte des villes libres » en décembre 2019 à Budapest.
@Corentin Léotard

Un maire qui abandonne sa ville ?

Après l'annonce de sa candidature à la présidentielle, le candidat Trzaskowski s'est vite retrouvé sous le feu des critiques : il aurait déserté et abandonné sa ville en pleine pandémie de COVID-19. Mais c'est surtout sur son bilan à la mairie varsovienne qu'il est attaqué. Les partisans du mouvement indépendant « La Ville est à nous » (MJN), ont été les premiers à monter aux créneaux, avec des accusations plus lourdes. Ils lui reprochent, dans [une déclaration](#) envoyée à l'agence de presse nationale, d'avoir manqué à la plupart de ses promesses de campagne de 2018. Leur porte-parole, Benjamin Łuczyński, estime que Trzaskowski veut « *se servir de Varsovie comme d'un tremplin* » et que « *l'inefficacité dans la mise en œuvre des plans au niveau du gouvernement local ne présage rien de bon à la présidence de l'Etat* ». Le vice-ministre de la justice, Sebastian Kaleta, apparaît lui dans [une vidéo](#) où il rappelle les engagements non tenus en ce qui concerne notamment les infrastructures de la ville, mais aussi les transports publics gratuits pour les jeunes ou encore l'extension de l'usine d'incinération des déchets de la quartier de Targówek. Selon lui, Trzaskowski a fait preuve d'une « *désinvolture totale* » dans ces domaines. Le journal de centre-gauche [Gazeta Wyborcza](#) lui trouve cependant des circonstances atténuantes, en soulignant l'absence de coopération de la part du gouvernement PiS qui lui a ligoté les mains.

Trzaskowski dévoile son jeu

La nouvelle campagne n'a pas officiellement été lancée et l'on ne connaît d'ailleurs toujours pas la date du scrutin (celle du 28 juin est avancée), mais le jeu politique a déjà commencé. Un coup d'œil aux médias pro-PiS suffit à se rendre compte que le parti au pouvoir perçoit Trzaskowski comme un dangereux rival. Il y est [dépeint](#) en « *partisan in vitro, du mouvement LGBT et d'une éducation sexuelle dépravée* ». Les mêmes critiques inversées pleuvent depuis l'autre côté de la barricade : malgré l'introduction de la déclaration LGBT+ à Varsovie - devant garantir une ville sans discrimination, sans langage de haine et de violence - la municipalité n'aurait rempli aucune de ses obligations.

Rafał Trzaskowski, malgré le torrent de critiques à son encontre et un programme qui reste encore à écrire, se montre très actif sur les réseaux sociaux. Il y répond chaque jour aux questions posées par des journalistes lors de conférences de presse virtuelles, aux messages des électeurs pendant des *live chats* et publie aussi des *story* - des petites vidéos de « précampagne ». Il aborde des thèmes comme le soin des individus handicapés, l'extension de la gratuité de crèches sur tout le territoire ou encore - et c'est un point beaucoup plus controversé - la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais pour l'heure, ses réponses restent floues.

Les premières déclarations

Le nouveau candidat donne l'impression de vouloir tâter le terrain avant d'entériner son programme. A ce jour, il a annoncé que sa première initiative législative serait une loi sur l'augmentation du financement de la santé publique à hauteur de 6 % du PIB (aujourd'hui à environ 4,8 %). D'où viendrait le financement ? *« Entre autres, des fonds pour la propagande sur la télévision publique, et à sa place, une véritable télévision publique sera créée, sans journalisme progouvernemental »*. Dans une interview accordée à *Polsat News*, il a précisé qu'il s'agirait *« de la liquidation de TVP Info. Il s'agit d'un nid de haine et, de fait, cette télévision est totalement inféodée au parti [PiS] »*.

« Nous devons savoir ce que nous voulons démolir, mais aussi ce que nous voulons construire à la place » – Szymon Hołownia.

Szymon Hołownia, qui fait figure de principal rival dans le camp anti-PiS pour la course à la présidentielle, reproche à Trzaskowski son manque de convictions : *« Nous devons savoir ce que nous voulons démolir, mais aussi ce que nous voulons construire à la place. J'ai présenté mon programme aux médias publics à plusieurs reprises. [Il faut] un processus de réparation systémique de ce qui est cassé en Pologne depuis trente ans »* - a lancé Hołownia à son adresse. Lors d'une [conférence de presse jeudi 21 mai](#), Trzaskowski a toutefois avancé une proposition concrète : que le futur président désigne le procureur général.

L'image d'un drapeau blanc revient dans presque chacune des prises de paroles du nouveau candidat, symbolisant pour lui la soumission des institutions et du président de la République Andrzej Duda à Jarosław Kaczyński, celui qui tire véritablement les ficelles du pouvoir. Dans [l'interview du vendredi 22 mai pour Onet.pl](#), il a déclaré entre autres que *« ces élections sont très importantes, parce qu'elles vont décider si le président sera fort, s'il va stimuler le gouvernement où si le président sera absent, témoin muet des événements. Aujourd'hui le président ne propose aucune initiative, il ne s'exprime plus sur les sujets importants »*. Et d'affirmer que le prochain président *« devra prendre des décisions très difficiles, entreprendre des actions, là, je coopérerai. (...) Je suis une personne conciliante. »* D'ici au scrutin, il compte sillonner le pays à la rencontre des citoyens, pour une campagne placée sous le signe de la réconciliation sociale.

[Pologne : L'opposition libérale reprend des couleurs avec Rafał Trzaskowski](#)